

**TOXICOMANIE****Les évacuations de squats sont-elles utiles ?**

PAGE III

Drogue**L'évacuation du squat de toxicomanes n'a rien réglé**

**U**N MOIS APRÈS l'évacuation du squat de toxicomanes de la Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), juste de l'autre côté du périphérique, personne ne crie victoire. Certes, l'expulsion du 7 septembre s'est passée en douceur. Aux yeux de beaucoup, elle était même « exemplaire ». Après une large concertation, les occupants avaient été prévenus et se sont vu proposer un accompagnement.

Pourtant, à ce jour, seuls huit usagers de crack bénéficient d'un suivi, sur les quelque deux cents personnes qui fréquentaient ces locaux désaffectés appartenant à Réseaux ferrés de France. Déjà, un autre squat a rouvert, de l'autre côté du périphérique, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement, où les conditions de vie sont « encore plus catastrophiques ». Réunies lundi en sous-préfecture de Saint-Denis aux côtés de représentants de l'Etat et de la MILDT\*, les associations s'inquiètent d'une situation « d'impasse et d'urgence ».

**Dossier ultrasensible**

Un cri d'alarme que les associations du 93 et de Paris ont relayé d'une même voix dès vendredi, évoquant le nouveau squat, reconstitué dès le 8 septembre dans des locaux de la SNCF. « Un mois après, décrit leur communiqué, entre cinquante et cent usagers de drogues y sont installés ou le fréquentent. Ce lieu est extrêmement dangereux et repousse une fois de plus les usagers de drogue dans l'exclusion. »

Ce dossier ultrasensible n'est pas sans préoccuper les élus parisiens. Plusieurs réunions ont été organisées dernièrement à ce sujet en mairie du XVIII<sup>e</sup> arrondissement et, fin

septembre, lors du Conseil de Paris, Roxane Decorte (UMP) interpellait Bertrand Delanoë sur « cette situation faite d'inhumanité et d'insécurité qui crée un climat malsain fait de violences verbales et physiques ».

Après avoir rappelé le soutien apporté par la Ville de Paris aux structures d'accueil, de médiation, de réduction des risques... la mairie conclut clairement : « C'est avec impatience que la collectivité parisienne attend la mise en œuvre du plan Crack, annoncé dans le plan

gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool 2004-2008 ».

Hier, deux représentants de la MILDT, pilotés par des intervenants de terrain, se sont rendus aux abords du nouveau squat. Décidée à se saisir du dossier, la MILDT organise une réunion de travail — dont les associations attendent beaucoup — lundi prochain.

**CAROLE STERLÉ ET PASCALE EGRÉ**  
\* Mission interministérielle de lutte contre les drogues et toxicomanies.